

INTERVIEW

« LA GRANDE DIFFICULTÉ POUR BÂTIR LA PAIX, C'EST DE PARVENIR À DÉPASSER L'IMAGE DE L'ENNEMI »

Samuel Legros est chargé de recherche et de plaidoyer à la CNAPD (Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie). Nous l'avons rencontré pour aborder avec lui les défis face auxquels se trouvent tous ceux qui veulent bâtir la paix aujourd'hui. Il nous a livré un point de vue engagé, résolument pacifiste, à l'écoute des différentes sensibilités et conscient des difficultés.



Les questions de guerre et de paix sont revenues avec force dans le débat public depuis la guerre en Ukraine. Nous y reviendrons. Mais avant l'invasion, quelles étaient les grandes lignes de l'action de la CNAPD ?

Une thématique transversale que la CNAPD n'a jamais quittée est celle de l'armement nucléaire, qui continue d'occuper largement la CNAPD et a été rendue plus aiguë par la guerre en Ukraine, mettant en lumière le danger de ces armes. Autre sujet central : le terrorisme et l'extrémisme violent – plus largement la violence politique –, sur lequel nous intervenons depuis 2006, après la transposition d'une directive européenne en droit belge. Nous avons conçu des outils pédagogiques dans le contexte de la « guerre contre le terrorisme » amorcée en 2001, et avons été sollicités pour des animations et formations dans des écoles et lieux de jeunesse. Avant l'Ukraine, la vague d'attentats en Europe (Madrid, France, Belgique) avait mis ces enjeux en évidence. La Fédération Wallo-

nie-Bruxelles a constaté que nous étions parmi les rares acteurs à aborder ces questions frontalement : nous analysons la violence chez les jeunes et proposons des actions éducatives. Enfin, la présence de militaires dans la rue a aussi été un sujet récurrent.

Qu'est-ce qui a changé depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie ?

Pas grand-chose. La menace russe a toujours servi de justification de l'appareil militaire, dès la création de l'OTAN et pendant toute la guerre froide. Avec la fin de celle-ci, ce sujet est passé en arrière-plan. Les textes stratégiques de l'OTAN illustrent cette dynamique : la présence de la menace russe y a diminué au profit de la question du terrorisme, qui a servi de nouveau justificatif à l'utilisation de l'outil militaire. La guerre en Ukraine n'a donc pas changé les choses (en Belgique), elle a permis de revenir à une situation qui précédait la chute du mur de Berlin. Cette manière de penser le monde avec un antagonisme entre nous et la Russie a toujours été là. Aujourd'hui, les traits sont juste grossis. Maintenant, le fait est que la Russie a envahi un autre pays. C'est indiscutable. Ce qui par contre peut être soumis à débat, ce sont les conséquences que l'on envisage de cette invasion.

Dans la population, on se soucie davantage de la paix ?

Pas vraiment... C'est plutôt le sujet de la guerre qui occupe l'attention, avec une difficulté de faire vivre des arguments pacifistes, qui tentent d'instaurer une distance critique à l'égard de la violence armée. Par contre, les thématiques travaillées par la CNAPD sont centrales dans le débat public pour l'instant. Mais cela reste très difficile de parler de tout ça, surtout que c'est un vrai rouleau compresseur qui est à l'œuvre. Avec l'Arizona et le second mandat de Trump, ça s'est encore accéléré.

Comment expliquer, en Europe et en Belgique, ce « pilote automatique » vers l'augmentation des dépenses militaires ?

Prenons l'exemple de la plateforme *Stop Militarisation* (dont les *Équipes Populaires* sont signataires), qui dénonce la hausse des dépenses militaires. Son soutien reste limité : même si les deux principaux syndicats en sont membres, la liste des signataires ne reflète pas l'ensemble de la société civile, et des secteurs entiers refusent d'y participer, sans doute en raison d'une appréhension de la menace russe. Même lorsqu'on montre que le lien entre cette menace et les dépenses militaires n'est pas évident, la réticence demeure. Les mouvements de paix restent décrédibilisés, caricaturés en « bisounours » ou « naïfs » qui seraient insensibles à la brutalité des relations internationales. Ce préjugé est encore largement répandu, y compris dans les associations avec lesquelles nous travaillons. S'y ajoute une ignorance générale : le débat public et associatif repose souvent sur des raccourcis véhiculés par les médias et la classe politique, alimentant un désintérêt et une paresse intellectuelle à remettre en cause les cadres dominants. Ainsi, la justification budgétaire revient sans cesse : on répète que l'armée belge a servi de « variable d'ajustement » et qu'il faut mettre fin aux « dividendes de la paix », alors même que son budget a doublé entre 2017 et 2023. Ces slogans, martelés depuis 2014, empêchent tout débat de fond. Même au sein de la société civile, certaines associations reprennent cette logique, évoquant la théorie des « trois D » (Défense, Diplomatie, Développement) et insistent pour réaffirmer l'importance de la Défense, parfois par loyauté politique. C'est surprenant quand on voit l'inégalité du rapport de force entre partisans du réarmement et promoteurs de la diplomatie ou de la coopération internationale.

Tu viens de parler des tensions au sein de la CNAPD, des visions différentes du pacifisme. Au moment de l'invasion en



Ukraine, il y a eu des tensions à gauche sur la manière de réagir. Quels sont les principaux nœuds, les différences d'approche ?

La CNAPD étant une plateforme, elle ne porte pas une vision unique. Ses membres ne sont pas des associations pacifistes en tant que telles. La CNAPD est une coordination pacifiste d'acteurs divers, reflétant l'opinion publique belge. Ils s'intéressent aux questions de paix mais sans tradition pacifiste. Ils amènent leurs inquiétudes et espoirs, qu'ils transmettent dans les discussions internes. L'équilibre est fragile entre l'identité pacifiste de la CNAPD et ces associations qui arrivent au compte-gouttes, parfois porteuses des mêmes préjugés que la société. Quand les interlocuteurs restent dans le temps, une culture commune s'installe, mais les personnes autour de la table changent souvent, si bien que c'est un éternel recommencement. Il n'y

a donc pas d'oppositions franches, mais plutôt un dénominateur commun qui se construit et reste en permanence bousculé par ces débats. Nous parvenons quand même à des positions radicales, au sens de contre-courant, mais fragiles car peu incarnées par les associations. Sur l'Ukraine et la Russie, ce fut particulièrement douloureux : je me suis rendu compte que je vivais dans une bulle. Le premier anniversaire de l'invasion a été très conflictuel, y compris au sein de la gauche progressiste.

À gauche, les questions de défense et de paix ne sont pas spontanément travaillées. La guerre en Ukraine a peut-être subitement forcé à y réfléchir un peu...

Je ne pense pas que l'invasion russe nous ait forcé à nous poser ces questions, je pense qu'elle nous a permis de ressusciter une ambiance, un schéma de pensée qui préexistait et qui est bien ancré. On est peut-être même revenus en arrière de manière plus polarisée. Le fameux adage « *Si tu veux la paix, prépare la guerre* » imprègne l'imaginaire collectif occidental. Ça sert de postulat pour envisager les relations internationales. C'est quelque chose sur lequel on tente de travailler en bilatéral ou en collectif. Mais dans l'opi-

nion publique c'est compliqué. Et comme la Russie a envahi l'Ukraine, ça renforce d'une certaine manière cet adage, ça sert ce narratif.

Tu dis que la société et les associations ne sont pas formées au pacifisme, qu'elles activent souvent des stéréotypes. Mais elles ont chacune leur propre expertise sur des enjeux qui ne sont pas déconnectés de la paix : justice sociale, travail, démocratie, solidarité internationale... N'est-ce pas une richesse, justement, qui permet à la CNAPD de sortir de sa « bulle » ?

Oui, tout à fait, et cette richesse est illustrée par le travail moins visible de la CNAPD. Nous travaillons la paix comme un endroit de convergence des luttes, c'est la nature même de la CNAPD puisque les associations membres viennent d'horizons différents de la société civile. Mais la difficulté quand on tente de mettre un peu de distance critique vis-à-vis de la peur à l'égard de la Russie par exemple, c'est que les réactions sont très binaires : soit on marque notre solidarité en envoyant des armes, soit on s'y oppose et par là même on montrerait que l'on n'est pas solidaire. C'est un peu court. En tant que garant de la vision pacifiste de

la CNAPD, je ne suis pas très objectif, mais je pense que la CNAPD doit proposer quelque chose de pluriel qui permet d'ébrécher ce bloc monolithique qui ne pense la solidarité qu'au travers de la violence.

Et ce serait quoi alors, cette troisième voie ? La pluralité dont tu parles, l'entre-deux ?

Essayer de sortir de cette binarité, mettre de la distance vis-à-vis du moment que l'on est en train de vivre. Depuis que je suis à la CNAPD, j'observe qu'il est impossible de parler d'un conflit au moment où il prend tout l'espace communicationnel. On essaie de continuer à dire qu'il y a d'autres possibilités, que l'on pourrait envisager les choses différemment mais la machine est tellement écrasante qu'il y a une forme de sidération, on s'empêche d'agir autrement. Au sein de la CNAPD, cela a été très conflictuel au moment de l'invasion russe et même jusqu'au second anniversaire. Ce que l'on souhaite, c'est signaler que les choses ne vont pas de soi, qu'il n'y a pas de vérité établie et que dans ces moments-là on devrait pouvoir se donner la discipline de s'arrêter pour envisager autre chose, pour appréhender, avec les alliés quotidiens, les conséquences à court, moyen et long terme de ce que nous revendiquons. Aujourd'hui,



il y a une forme de rancœur qui s'est installée parce qu'on n'arrive pas à communiquer. Du coup, la position qui arrive, ce n'est pas vraiment une synthèse des uns et des autres...

La CNAPD a souvent mis en avant le concept alternatif d'« architecture de sécurité »... Qu'est-ce que cela veut dire concrètement ? À quels territoires s'étend-elle ? Est-ce qu'elle exclut toute notion de défense ?

Nous n'excluons pas la notion de défense : chacun doit pouvoir se protéger. Mais en Belgique, les moyens militaires relèvent plus d'opérations extérieures que de défense proprement dite. Le mouvement pacifiste constate comme tout le monde la part sombre des relations internationales, et c'est précisément pourquoi nous rejetons la logique d'augmentation militaire qui mène à l'arme nucléaire et donc au risque d'apocalypse.

Notre conception d'une « architecture de sécurité » repose sur un niveau d'armement minimal. Ça veut dire qu'on assume la nécessité pour les gens de devoir se défendre, ou plutôt de se sentir en sécurité, avec des armes. Mais la sécurité suppose aussi que l'adversaire ne s'arme pas davantage : on peut soit entrer dans une spirale militaire, soit la réduire par le dialogue. La plus grande difficulté pour bâtir la paix, c'est de parvenir à dépasser l'image de l'ennemi et les sentiments négatifs qu'on lui associe, parce que la paix a plus de valeur que cette hostilité. Cela exige des discussions bilatérales : durant la guerre froide, la doctrine Harmel associait armement et diplomatie. Ce réalisme imposait de se rapprocher des peuples vis-à-vis desquels nos armes étaient légitimées, via des traités bilatéraux notamment. Aujourd'hui, il ne reste qu'un seul traité sur les armes nucléaires. Nous appelons à relancer et amplifier cette dynamique, afin de couper court aux arguments en faveur d'une hausse des dépenses militaires.

Trump n'est pas dans une surenchère guerrière vis-à-vis de Poutine. Il se montre pacifiste et même très accommodant. Or, il n'arrive à rien non plus. Est-ce que de manière paradoxale ce ne serait pas un contre-argument par rapport à l'approche pacifiste ?

Son discours messianique sur l'Homme de Paix est récupéré effectivement, et sert des gens sur le territoire européen dont le message de rapprochement avec la Russie suit un agenda d'extrême droite. Un rapprochement dangereux pourrait être fait entre le pacifisme et l'extrême droite : celui du dialogue avec la Russie accompagné d'un discours critique envers l'OTAN. Le positionnement est similaire, c'est vrai, mais il y a un antagonisme profond dans la manière d'arriver à cette conclusion-là.

Peut-être que d'une certaine manière, Trump met fin à cette forme de bizarrerie dans laquelle les États-Unis sont les premiers acteurs de la sécurité européenne. Trump se désengage militairement de l'Europe et politiquement discute avec Poutine sans vraiment se mouiller. Quand on regarde froidement les choses, Trump est gagnant sur tous les côtés. Il ne finance plus de soutien militaire à l'Ukraine, l'UE s'est engagée à continuer à le faire, en achetant aux USA ce qu'ils envoyaient en Ukraine avant !

Si l'ennemi ne veut pas la paix, comme on le voit avec Poutine malgré les efforts de Trump, que peut faire le pacifiste ? Des pacifistes convaincus, dans l'histoire, ont rejoint ou consenti à la résistance armée, quand la réalité prenait le dessus sur les idéaux...

Oui, pour les Ukrainiens, c'est bien une question de légitime défense. Pour les acteurs extérieurs au conflit, par contre, l'échec de Trump ne démontre pas l'inefficacité du dialogue, car il n'a jamais réellement incarné un effort diploma-

tique. En revanche, le discours interne à l'Union européenne a changé : hier, il s'agissait de repousser la Russie au nom de l'intégrité territoriale de l'Ukraine ; aujourd'hui, on dénonce surtout les velléités guerrières de Poutine face aux propositions de cessez-le-feu. Sa posture violente ne sert plus à justifier le soutien militaire en vue de restaurer l'intégrité territoriale ou le droit international, mais à appeler à un cessez-le-feu.

Au niveau associatif et citoyen, comment la paix dans la société peut-elle se construire ? Via quelles actions, quelles initiatives, que peut favoriser une société pacifiste ?

Beaucoup se joue au niveau de l'éducation, surtout sur les valeurs qui sous-tendent de manière fondamentale le système éducatif. Notamment les questions d'empathie qui ne sont pas au premier plan dans l'ensemble du système éducatif officiel. C'est une question essentielle. Réapprendre le décentrement. Aussi, le système éducatif est très fortement centré autour des notions de compétition, de concurrence, de dépassement de soi, et du coup de dépassement de l'autre. Cette tendance va en s'exacerbant et il faut y réfléchir de manière fondamentale. Si on veut pouvoir adopter cette distance critique quand la guerre éclate, sortir de cette forme de sidération qui nous empêche de penser, si on veut pouvoir adopter ces compétences humaines et intellectuelles de prise de distance, c'est parce qu'on aura acquis ces compétences tout au long de notre vie. En dehors du système éducatif, la concurrence et la compétition sont omniprésentes, poussées, valorisées dans tous les domaines. Dans ce cadre, notre structuration mentale est complètement antinomique de ce que la paix devrait exiger en théorie. □

**Propos recueillis
par Charlotte Renouprez
et Guillaume Lohest**